

Les Analyses du Centre Jean Gol



# **Convergences et divergences entre socialisme et libéralisme**

**Corentin de Salle**

**Janvier 2015**

Administrateur délégué : Richard Miller

Directrice : Laurence Glautier

Directeur scientifique : Corentin de Salle

Avenue de la Toison d'Or 84-86  
1060 Bruxelles

Tél. : 02.500.50.40

[cjg@cjg.be](mailto:cjg@cjg.be)

## Analyse :

# Convergences et Divergences entre socialisme et libéralisme

Tout oppose en apparence ces deux doctrines politiques. Pourtant, à y regarder de plus près, on se rend compte qu'elles ont beaucoup en commun.

Valeurs libérales et valeurs socialistes, sont, dit-on, radicalement antinomiques. En réalité, entre les doctrines politiques, c'est moins les valeurs elles-mêmes qui diffèrent que la signification qu'on leur donne. Ainsi, on entend souvent que les libéraux sacrifient l'égalité à la liberté alors que les socialistes font l'inverse. C'est caricatural dans les deux cas. Même si les libéraux accordent la première place à la liberté, cette préférence n'affecte pas la valeur de l'égalité. Les démocraties libérales, fondées sur la stricte égalité juridique, sont économiquement plus égalitaires que n'importe quelle société existant ou ayant existé. Dans les sociétés aristocratiques, l'inégalité était juridiquement consacrée. Dans les sociétés non libérales (dictatoriales, totalitaires, théocratiques, etc.), une petite élite inamovible monopolise pouvoirs et richesses. L'ex-URSS était clairement une société à deux vitesses où officiels et membres du parti jouissaient de tous les privilèges au détriment d'une masse asservie et paupérisée. Dans une société libérale, la prospérité croissante conduit à l'élévation des standards de vie et, de facto, à une égalisation des conditions même si ce n'est pas le but délibérément recherché.

Inversement, il est erroné de prétendre que les socialistes seraient hostiles à la liberté. En réalité, ils lui donnent une signification différente : pour eux, « être libre », c'est « être libre du besoin ». Socialistes et libéraux partagent un idéal commun : l'émancipation de l'homme. Mais, pour le libéral, c'est à l'individu seul - non à l'Etat - qu'il appartient de combler ses besoins. Le socialiste confond liberté et capacité. Etre libre, c'est exercer le droit « de » faire quelque chose (de ne pas être entravé par l'Etat ou par d'autres individus) et non pas - par le simple fait d'exister - de détenir le droit « à » recevoir quelque chose (un emploi, un logement, etc.). Consacrer à chacun un « droit à » revient forcément à exiger à d'autres un « devoir » d'honorer corrélativement ce droit, ce qui n'est pas éthiquement défendable d'un point de vue libéral. Cette confusion sur la nature de l'objectif conduit à l'adoption de recettes interventionnistes qui mènent - là où cette logique socialiste est conduite à son terme - à l'arbitraire, l'injustice et la misère.

Depuis toujours, libéraux et socialistes considèrent le travail comme une valeur qui assure l'auto-accomplissement dans la société. Le travail confère statut et reconnaissance sociale. Pour un socialiste, tout emploi est justifié en raison même des vertus intégratrices et socialisatrices du travail. Pour un libéral, un emploi est légitime uniquement s'il permet de combler une demande économique réelle. Cela explique pourquoi le socialiste va accroître inconsidérément les emplois dans la fonction publique alors que le libéral verra dans ces emplois excédentaires un gaspillage de ressources. Pour un socialiste, un haut taux de chômage est la preuve que le travail est une ressource limitée qu'il faut,

dès lors, rationner et partager (prépensions, 35 heures, mesures protectionnistes, etc.). Pour un libéral, le travail n'est pas une ressource limitée car les besoins de l'homme sont potentiellement illimités : le chômage résulte de politiques d'essence socialiste (enseignement nivelé par le bas n'assurant qu'un faible niveau de formation, pièges à l'emploi, pression fiscale et parafiscale excessive, rigidité du droit du travail, interventionnisme syndical, mesures corporatistes, quotas, subsides d'activités déficitaires, contrôle trop laxiste des fraudes, etc.) qui entravent la liberté de contracter et de travailler ou qui découragent purement et simplement de chercher un emploi ou d'en créer. Le socialiste conçoit l'univers du travail comme le théâtre d'une lutte entre dominés et dominants et use d'une sémantique martiale qui cultive la nostalgie de « combats » ancestraux et autres « luttes finales ». Le libéral voit l'univers du travail comme un lieu de coopération entre divers partenaires qui ont chacun quelque chose à gagner dans l'échange. L'amélioration des conditions de travail et l'augmentation des salaires découlent naturellement de l'accroissement de la prospérité de la dynamique capitaliste et non pas de mythiques combats syndicaux qui, souvent, ont conduit à la satisfaction d'intérêts catégoriels et à la réduction de postes de travail au détriment de la masse des demandeurs d'emplois.

Contrairement au discours écologiste qui fustige la croissance et la consommation, libéraux et socialistes s'accordent sur la nécessité de créer des richesses. Adam Smith et Karl Marx désiraient tous deux une société d'abondance. Le premier pensait que la production capitaliste permettrait de créer la fameuse « richesse des nations » partout dans le monde. Le second estimait que la révolution industrielle capitaliste était une étape indispensable à la société communiste paradisiaque qu'il appelait de ces vœux. Mais, encore une fois, une divergence fondamentale éclate ici : pour un socialiste, les prélèvements fiscaux sur les richesses produites se justifient par la nécessité de « corriger » des injustices et de « redistribuer » équitablement ces dernières. Pour un libéral, il n'y a nulle injustice « sociale » à réparer : ce que gagnent les gens traduit, dans un marché non faussé, la valeur de la demande qu'ils satisfont. Un libéral estime que l'impôt se justifie dans la mesure où il permet de financer en commun (et en proportion des revenus) un certain nombre de services que le marché ne peut pas satisfaire (ou pas aussi bien que l'Etat). Au-delà de ces services, ces prélèvements sont confiscatoires et donc injustes. Ce seuil a été allégrement dépassé depuis longtemps.

Libéraux et socialistes s'accordent sur le fait qu'il faut secourir les plus faibles. Pour un socialiste, s'il y a des pauvres, c'est parce qu'il y a des riches. Pour un libéral, la création de richesses élève le niveau de vie de tout le monde. Les politiques socialistes de lutte contre la pauvreté, omniprésentes en Europe, conduisent généralement à l'assistanat, l'aggravation et la pérennisation de la pauvreté. A contrario, la myriade d'institutions philanthropiques existant aux Etats-Unis dans tous les domaines depuis deux siècles, témoigne magistralement que l'aide privée, intelligemment conçue via divers mécanismes fiscaux, est autrement plus efficace que l'action de l'Etat. Par ailleurs, les politiques sociales doivent s'ajuster aux moyens disponibles car les ressources fiscales ne sont pas illimitées. Un socialiste, a fortiori quand il est syndiqué, réfléchit généralement de manière court-termiste : tout besoin doit être satisfait ici et maintenant. Le libéral estime que, faute de réduire les dépenses publiques, c'est la survie financière de la Sécurité sociale qui est condamnée à brève échéance. Hostile aux réductions, le socialiste soutient généralement que l'austérité conduit à la stagnation et préconise

des politiques keynésiennes de relance qui ont pourtant échoué partout dans le monde. Le libéral doit défendre la Sécurité sociale contre le socialiste qui la conduit à la faillite. Le libéral doit défendre les générations futures contre le socialiste qui leur adresse continuellement des factures. Le libéral doit défendre le bien commun contre l'égoïsme syndical.

En dépit de leurs divergences, libéraux et socialistes sont condamnés à s'entendre. D'une part, parce que - l'histoire l'a prouvé - le socialisme n'est pas viable sans l'économie de marché. Non transplantable en dehors d'une société libérale, il ne peut anéantir l'hôte qui l'héberge. D'autre part, parce que ce qui distingue la doctrine libérale des autres - ce qui en fait une méta-doctrine - c'est qu'elle consacre la coexistence de toutes les doctrines au nom de la liberté. Une société libérale est par définition tolérante, pluraliste et diversifiée. Partout où il y a des libéraux, il y aura toujours un nombre au moins équivalent d'anti-libéraux.